

Hommes

Javier Garat, secrétaire général de la Confédération espagnole de la pêche (Cepesca) et président d'Europêche, a été réélu membre du Comité économique et social européen (Cese). Il y est le seul représentant de la pêche parmi les 329 membres.

Thon : l'accord UE/ Côte d'Ivoire renouvelé

L'accord sur le thon entre l'UE et la Côte d'Ivoire a été renouvelé par le Parlement européen le 8 octobre pour la période 2025-2029. Il autorise 32 navires européens, principalement espagnols et français, à pêcher jusqu'à 6 100 tonnes de thon et d'espèces migratrices par an dans les eaux ivoiriennes. En échange, l'UE versera 2,97 millions d'euros (740 000 euros par an, soit 0,12 euro/kg de captures) pour l'accès aux ressources halieutiques et fournira un appui au développement du secteur en Côte d'Ivoire.

Le MSC distingué par la FAO

Le Marine Stewardship Council (MSC) a officiellement été distingué par l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour sa contribution à la durabilité de la pêche et à la transformation des systèmes alimentaires mondiaux. Rupert Howes, directeur du MSC, a reçu cette distinction à l'occasion du 80^e anniversaire de la FAO et du 30^e anniversaire du code de conduite pour une pêche responsable, célébrés à Rome, le 15 octobre. Le MSC a également été reconnu comme indicateur officiel du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, qui vise à mettre fin au déclin de la biodiversité d'ici 2030 et à restaurer les écosystèmes d'ici 2050. 738 pêcheries de 63 pays sont actuellement engagées dans le programme MSC, représentant 20,7 % des captures marines mondiales.

L'AIPCE-CEP devient Seafood Europe

L'Association européenne des transformateurs et commerçants de produits de la mer (AIPCE-CEP) change de nom. Seafood Europe regroupe désormais en une seule entité l'AIPCE et la CEP, qui collaboraient depuis... 66 ans ! Ce changement vise à « renforcer la visibilité et l'unité du secteur, mieux refléter son rôle essentiel dans le système alimentaire européen et valoriser l'héritage acquis tout en adoptant une image tournée vers l'avenir ».

L'EMPA plaide pour les coquillages



Lors d'une conférence au Parlement européen, le 15 octobre, l'Association européenne des producteurs de mollusques (EMPA) a appelé les décideurs européens à intégrer pleinement l'élevage de coquillages (moules, huîtres) dans les politiques alimentaires de l'Union. Addy Risseeuw, président de l'EMPA, a plaidé pour que les coquillages deviennent un pilier des régimes durables et de la résilience climatique. Raphaëla Le Gouvello, experte UICN et fondatrice de RespectOcean, a souligné que l'élevage de mollusques peut être une activité « océan-positive », intégrée dans une économie bleue régénérative. L'EMPA regroupe des producteurs de six pays (Espagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Italie et Irlande), représentant 90 % du secteur européen. La production de mollusques est le plus important segment de l'aquaculture de l'UE, avec plus de 500 millions de tonnes produites par an, pour une valeur de 1,17 milliard d'euros. Malgré son importance, le secteur est en déclin depuis 20 ans.

L'australien Uluu transforme les algues en plastique

La start-up australienne Uluu a levé 9 millions d'euros pour développer une alternative naturelle au plastique, issue d'un processus de fermentation d'algues marines. Grâce à ce financement, l'entreprise va transformer son site pilote de 100 kilogrammes par an en usine de démonstration de 10 tonnes par an en Australie-Occidentale. Les polymères naturels ainsi obtenus conviennent notamment aux secteurs de la cosmétique, de la mode et de l'automobile. Des applications sont déjà développées avec Quiksilver ou Audi. Le procédé d'Uluu permet de séquestrer et d'éviter jusqu'à 5 kilogrammes d'équivalent CO₂ pour chaque kilogramme de matériau produit, contre environ 3 kilogrammes émis par le plastique traditionnel.

La gouvernance de l'industrie norvégienne du saumon en débat



La société Bioceanor, fournisseur de solutions d'oxygénation des bassins piscicoles, a mené une étude pour évaluer l'efficacité de la gouvernance de l'industrie salmonicole en Norvège. Le gouvernement a pour objectif de faire baisser la mortalité à 5 % en 2030, tout en maintenant une croissance du secteur. Le système de licence actuel limite la production en fonction de la qualité de l'eau de la région de chaque site, une gestion qui a ses limites et manque de concertation. Le gouvernement a publié un livre blanc pour améliorer cette gestion au vu des objectifs de durabilité mais les professionnels n'apprécient ni la démarche descendante ni les mesures encore plus limitantes qui y sont défendues, comme l'interdiction de production en cas de trop mauvaise qualité de l'eau. L'évaluation de la qualité de l'eau est également jugée perfectible et arbitraire, et une telle mesure mettrait à mal la visibilité des producteurs, pilier de leur stratégie économique.

Canada : mortalités de saumon chez Mowi

Mowi Canada East a signalé la mort d'environ 400 000 saumons en septembre. Cela représente 23 % des stocks de poissons des trois fermes concernées dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador. La filiale de Mowi a attribué cette mortalité à une remontée soudaine d'eau froide et pauvre en oxygène depuis le fond de l'océan (inversion de la thermocline) ayant provoqué une asphyxie massive des poissons.